



« Face à la crise des 'Gilets Jaunes', les mutuelles peuvent accentuer leur rôle social »



La crise des « Gilets Jaunes » touche au cœur les valeurs de l' Economie sociale et solidaire (ESS) que sont la solidarité et la gouvernance démocratique. Pour Thierry Jeantet, l' ESS a des réponses à apporter à cette crise et doit mieux se faire connaître. Il appelle de ses vœux un « pacte » entre Etat, collectivités territoriales et ESS pour mettre en place une « Politique d'accès universel à un niveau de vie décent ». Dans cette optique, les mutuelles pourraient « accentuer leur rôle social, sociétal ».

- En tant qu'acteur et bon connaisseur de l'Economie sociale et solidaire (ESS), quelles réponses, selon vous, cette ESS peut-elle apporter à la crise politique et sociale que nous traversons actuellement ?

L'ESS est depuis toujours un acteur essentiel de la lutte contre les inégalités. Dans le contexte de crise que nous traversons, il faut aller plus loin et bâtir un « pacte » entre Etat, collectivités territoriales et ESS pour mettre en place ce que j'appelle une « Politique d'accès universel à un niveau de vie décent ». En s'appuyant précisément sur le savoir-faire des composantes de l'ESS (mutuelles, associations, coopératives) dans des domaines cruciaux que sont la santé, l'habitat, la formation dès le plus jeune âge ou encore l'insertion. Et en renforçant les partenariats Pouvoirs Publics/ESS dans les espaces ruraux comme urbains et périurbains.



[Visualiser l'article](#)

Bien entendu, c'est en revanche au gouvernement et au Parlement de répondre à des sujets clefs comme celui de la fiscalité.

Pour rappel, l'ESS concerne près de 60% des Françaises et Français qui agissent au sein des associations sociales, éducatives, culturelles, sportives, qui gèrent des mutuelles de prévoyance et de santé ou d'assurance vie, ou encore des coopératives de service, agricoles, industrielles, d'habitation, des banques coopératives ...

- Dans les demandes des « Gilets Jaunes », il y a un appel à davantage de justice sociale et davantage de démocratie. Des demandes qui touchent au coeur les valeurs de l'ESS que sont la solidarité et la gouvernance démocratique. Peut-on considérer que l'ESS ne met pas suffisamment en lumière ses actions ?

C'est vrai que l'ESS doit s'ouvrir encore plus aux citoyennes et citoyens en se faisant mieux connaître : pourquoi pas une campagne ESS nationale voire européenne sur le thème : « Agissons ensemble via l'ESS pour vivre mieux » ? Cette campagne pourrait être lancée par la Chambre française de l'Economie sociale et solidaire. L'ESS doit aussi valoriser ses résultats en vérifiant si son impact concret correspond bien aux valeurs de démocratie, de solidarité, d'équité, de respect des environnements. Elle ne le fait pas assez.

- Au sein de l'Economie sociale, la Mutualité est un acteur majeur qui a vocation à permettre, en lien avec la Sécurité sociale, l'accès aux soins pour tous. Les mutuelles ne devraient-elles pas se positionner davantage comme des acteurs fondamentaux de la solidarité ?

On peut dire que la Mutualité agit déjà comme un acteur de la solidarité. Je ne dis pas qu'elle est pure et parfaite, je ne prétends pas qu'elle ne pourrait pas améliorer encore sa capacité à s'adresser à tout le monde. Mais le fait de gérer des cotisations pour permettre aux personnes de se soigner est déjà une activité fondamentale. Et les mutuelles ne se contentent pas de ce rôle : elles sont aussi à l'origine des pharmacies mutualistes, des opticiens mutualistes, d'aides temporaires pour le paiement de cotisations, de services sanitaires et sociaux. La Mutualité française vient en outre de faire 20 propositions « pour mieux vieillir chez soi ».

Les mutuelles sont des entreprises sans but lucratif même si elles sont plongées dans un monde très concurrentiel. Dans le cadre du « pacte » que j'appelle de mes vœux, les mutuelles peuvent accentuer leur rôle social, sociétal.

- Historiquement, l'Economie sociale s'est construite avec la République. A l'heure où la République est attaquée par les débordements de ce mouvement des « Gilets Jaunes », quels sont vos mots sur cette situation ?

Il ne faut pas confondre ceux qui débordent les « Gilets Jaunes » et ceux qui restent pacifiques. La vague vient de loin, cela a été analysé plusieurs fois : sentiment d'abandon dans les communes rurales, tensions dans des zones périurbaines, inégalités sociales et territoriales... Il est d'abord temps de considérer que les corps intermédiaires sont des corps co-acteurs de la République et non pas des freins !

Les associations, les syndicats, les élus façonnent tous les jours la République ! Pour prendre l'exemple des associations, il me semble que leur rôle n'est pas assez mis en valeur depuis le début de la crise des « Gilets Jaunes ». Tout se passe comme si elles étaient au second plan alors qu'elles sont au front depuis des années pour maintenir la cohésion sociale, face au désengagement de l'Etat.



Ensuite stimulons la démocratie représentative par des éléments de démocratie directe. En avoir eu peur a conduit à la méfiance à l'égard du système représentatif. Il devient indispensable de mettre en place des modalités d'initiative et de participation citoyennes.

* Militant et acteur de l'Economie sociale et solidaire, Thierry Jeantet préside le Forum international de l'Economie sociale et solidaire (Rencontres du Mont-Blanc), qu'il a créé en 2004. Il est, par ailleurs, l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet tels que *L'Economie sociale, une alternative au capitalisme* (éd. Economica, 2008) et *Economie sociale, la solidarité au défi de l'efficacité* (Documentation française, 2016).